



COMMISSION DE L'UNION
AFRICAINNE



NATIONS UNIES
**COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR
L'AFRIQUE**

COMMUNIQUE DE PRESSE COMMUN

Les experts africains réunis au Caire examinent comment utiliser la politique budgétaire pour mobiliser les ressources intérieures

Le Caire, 2 juin 2009

À l'ouverture de la réunion du Comité d'experts de la deuxième réunion annuelle conjointe de la Conférence des ministres de l'économie et des finances de l'Union africaine (UA) et de la Conférence des ministres des finances, de la planification et du développement économique de la Commission économique pour l'Afrique CEA, le 2 juin 2009, le Vice-Ministre des finances de la République arabe d'Égypte, M. Hany K. Dimian, a appelé les pays africains à utiliser la politique budgétaire pour planifier des interventions d'urgence qui leur permettront d'amortir l'impact des crises.

Selon M. Dimian, la crise actuelle n'a pas seulement une dimension économique ; elle pourrait avoir des conséquences sociales profondes et durables, notamment en termes d'emploi, de pauvreté, d'enseignement et de santé, voire causer des famines et aggraver les inégalités. Un changement stratégique s'impose, mais il ne suffit pas de modifier les politiques, les programmes et les priorités. Ce qu'il faut, c'est changer notre conception même de la politique budgétaire, en l'inscrivant dans un cadre macro-économique axé sur la croissance et le développement durable.

Les partenariats public-privé ont un rôle important à jouer dans la mise en place de l'infrastructure physique sans laquelle l'économie ne peut pas décoller. Il faut aussi que les pays aient des institutions capables d'instaurer le cadre réglementaire et juridique voulu. Pour leur part, les organisations internationales, en particulier l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine, doivent fournir aux États membres l'appui qui leur permettra de se doter de telles institutions.

S'adressant aux experts au nom de l'UA et de la CEA, le Secrétaire général adjoint de l'ONU et Secrétaire exécutif de la CEA, M. Abdoulie Janneh, a souligné qu'il était indispensable que l'Afrique dispose de ressources suffisantes pour son développement et que c'était précisément ce qui avait motivé le choix du thème de la réunion, « Renforcer l'efficacité de la politique budgétaire en vue de la mobilisation des ressources intérieures ».

Alors qu'elle est aux prises avec les retombées de la crise financière, l'Afrique doit impérativement, selon M. Janneh, explorer de nouvelles voies pour compenser la contraction des ressources destinées au développement. Tout en s'efforçant d'obtenir autant d'aide extérieure que possible, elle doit chercher des solutions qui lui permettront de mieux mobiliser, sur le continent même, les ressources indispensables à son développement.

Selon le Secrétaire exécutif, la bonne gouvernance compte au moins autant. Elle détermine la qualité de la gestion économique, ce qui a pour effet d'accroître les recettes budgétaires et donc les dépenses publiques. Elle permet de prévenir l'évasion fiscale et d'assurer une utilisation responsable des ressources.

Abordant la question de l'intégration régionale, il a réaffirmé que les engagements pris en ce sens par le continent devaient lui servir à parler d'une seule voix et à se faire entendre dans les instances qui

s'occupent de la réforme des institutions financières internationales, de l'action contre le changement climatique et de l'amélioration de la réglementation du commerce.

La réunion se tient cette année à un moment où la planète entière est en plein désarroi, frappée par la pire crise économique et financière qu'elle ait connue, a déclaré M. Getachew Adem, Directeur du Département de la planification et de la recherche en matière de développement au Ministère fédéral éthiopien des finances et du développement économique, qui s'exprimant en sa qualité de Président du Bureau sortant du Comité d'experts. Il est donc impératif que les experts réfléchissent à des sources de financement alternatives, au rôle que peut jouer la politique budgétaire dans la mobilisation des ressources ainsi qu'aux moyens d'améliorer les politiques macro-économiques, de renforcer les systèmes fiscaux et d'assainir la gestion des dépenses publiques.

Selon M. Getachew, la crise et son impact montrent bien que l'architecture financière internationale a besoin d'être rénovée pour pouvoir encadrer l'action nationale et internationale en faveur du développement. Les plans de grande envergure qui ont été mis en œuvre pour relancer l'économie ont révélé que, si la volonté politique existe, les donateurs sont tout disposés à aider les pays pris dans la tourmente. Pendant cinq jours, les experts vont plancher sur la situation économique et sociale en Afrique, notamment sur la suite donnée aux principales décisions de la réunion annuelle conjointe UA-CEA de 2008, dans la perspective du thème retenu cette année « Renforcer l'efficacité de la politique budgétaire en vue de la mobilisation des ressources intérieures ».

À l'issue de la réunion, le rapport des experts sera soumis aux ministres africains de l'économie, des finances et de la planification pour adoption.

La réunion du Comité d'experts prendra fin le vendredi 5 juin 2009. Elle sera suivie de la réunion ministérielle, les 6 et 7 juin 2009. Les deux réunions ont lieu à l'hôtel Intercontinental Citystars Cairo.

Les journalistes sont invités à couvrir l'événement.

Pour organiser des entretiens, appeler Mme Esther Azaa, au numéro suivant au Caire :

Tél. : 01-44-77-82-39

Mél. : esthertankou@yahoo.com

Site Web de la conférence : <http://www.uneca.org/cfm/2009/>

Publié conjointement par :

Le Service d'information et de communication de la CEA

P.O. Box 3001

Addis-Abeba

Éthiopie

Tél.: 251-11-551-5826

Télécopie: 251-11-551-0365

Mél.: ecainfo@uneca.org

Site Web: www.uneca.org

et

La Division de l'information et de la communication de l'Union africaine

P.O. Box 3243

Addis-Abeba

Éthiopie

Tél.: 251-11-551-7700, poste 236

Télécopie: 251-11-551-1299

Mél.: dinfo@africa-union.org

Site Web: www.africa-union.org